

Chômage

Hausse de la demande d'emploi, mais baisse du taux de chômage en 2017

À la fin de l'année 2017, 997 000 demandeurs d'emploi immédiatement disponibles (catégories A, B et C) étaient inscrits à Pôle emploi en Île-de-France. Parmi eux, 667 800 n'avaient exercé aucune activité au cours du dernier mois (catégorie A). En un an, le nombre de demandeurs d'emploi progresse de 0,7 % en catégorie A et de 2,6 % en catégories A, B et C. La fin de certains dispositifs d'aide à l'emploi contribue à cette hausse, plus perceptible chez les seniors et les demandeurs d'emploi de longue durée. Cependant, en phase avec la reprise de l'emploi, le taux de chômage est en baisse de 1,0 point en un an et s'établit à 7,7 % au quatrième trimestre 2017, un taux toutefois supérieur à celui des régions de l'ouest de la France.

Benoît Trinquier, Direccte Île-de-France

En 2017, et après le léger recul de 2016, le nombre de demandeurs d'emploi progresse à nouveau en Île-de-France. En effet, en un an, l'augmentation du nombre d'inscrits à Pôle emploi est de 0,7 % en catégorie A et de 2,6 % en prenant en compte l'activité réduite (catégories A, B et C), contre respectivement - 2,0 % et - 0,2 % en 2016 (figure 1). En France métropolitaine, la demande d'emploi en catégorie A est en légère baisse (- 0,2 %).

Tous les départements franciliens enregistrent une hausse, à l'exception de l'Essonne pour la seule catégorie A (- 0,4 %). La Seine-Saint-Denis est le département le plus touché en 2017 (+ 3,8 % en catégories A, B et C et +1,6 % en catégorie A).

Une nette augmentation du nombre d'inscrits pour les seniors, les femmes et les demandeurs de longue durée

La baisse du nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans, amorcée fin 2015, se prolonge en 2017, bien qu'à un rythme moins soutenu qu'en 2016. Elle reste plus importante pour la catégorie A (- 2,9 %) que pour les catégories A, B et C (-1,2 %). Ces évolutions sont très proches de celles enregistrées en France métropolitaine.

En croissance depuis le deuxième trimestre 2008, la demande d'emploi des seniors (50 ans ou plus) reste orientée à la hausse en 2017 (+ 4,8 % en catégories A, B et C). Au-delà des facteurs démographiques (vieillesse), cette augmentation peut s'expliquer par l'abandon des dispositifs incitatifs de retrait du marché du travail des seniors (retraite anticipée, dispense de recherche d'emploi, etc.). Par conséquent, en dix ans, la part des seniors parmi les demandeurs d'emploi franciliens est passée de 17 % à 26 %.

La demande d'emploi progresse davantage pour les femmes (+ 4,3 % sur un an en catégories A, B et C) que pour les hommes (+ 0,9 %), l'écart se creusant depuis début 2015. Si la demande d'emploi des hommes a, dans un premier temps, été plus affectée par la crise de 2008, l'évolution du nombre de demandeurs d'emploi est similaire pour les hommes et les femmes sur les dix dernières années (+ 72 % entre décembre 2007 et décembre 2017).

En baisse en 2016, le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée (catégories A, B et C) repart à la hausse en un an en 2017 (+ 6,2 % contre + 5,4 % en France métropolitaine). Cette évolution est en partie imputable au recul des entrées en stage (catégorie D), lui-même découlant de la fin du plan « 500 000 demandeurs d'emploi en formation ». Dans la région, les entrées en stage diminuent ainsi de 43 % en un an, ce qui contribue à une baisse d'un quart du nombre de demandeurs en catégorie D (- 24,7 %). Par ailleurs, plus généralement, la reprise de l'activité économique a pu favoriser le retour à l'emploi des derniers inscrits, au détriment des demandeurs de longue durée, dont la part passe de 42,0 % à 43,8 % entre décembre 2016 et décembre 2017.

Une forte baisse du taux de chômage

En Île-de-France, plus de 250 000 personnes se situent à la frontière entre inactivité et chômage (halo autour du chômage). Leur positionnement sur le marché du travail contribue à rehausser la demande d'emploi sans affecter le taux de chômage au sens du BIT. Au quatrième trimestre 2017, en Île-de-France comme en France métropolitaine, celui-ci atteint son plus bas niveau depuis fin 2009 avec respective-

ment 7,7 % et 8,6 % de la population active (figure 2).

Les Pays de la Loire et la Bretagne affichent toutefois un niveau inférieur, respectivement 7,3 % et 7,4 % (figure 3). Par rapport au quatrième trimestre 2016, le taux de chômage francilien est en repli de 1,0 point, contre -1,1 en France métropolitaine. Cette baisse, la plus forte en un an depuis le deuxième trimestre 2008 (figure 4), est commune à l'ensemble des départements franciliens. La Seine-Saint-Denis, qui connaît le taux de chômage le plus élevé au sein de la région (11,4 % au quatrième trimestre 2017), est le département qui bénéficie du recul le plus prononcé (- 1,4 point). ■

Politique de l'emploi

En 2017, les entrées dans les dispositifs de la politique de l'emploi diminuent fortement (figure 5). Comme au niveau national, l'Île-de-France perd un grand nombre d'emplois aidés du secteur marchand (- 68 %) et du secteur non marchand (- 29 %). La diminution des contrats d'apprentissage du privé est plus contenue (- 4 %). En revanche, l'année 2017 est marquée par la création d'un parcours contractualisé (PACSA) pour accompagner les jeunes vers l'emploi. Ce dispositif, suivi par les Missions locales, comprend un volet « garantie jeunes » en direction des jeunes les plus en difficulté. Le contrat d'insertion dans la vie sociale (CIVIS) a, quant à lui, été supprimé.

Pour en savoir plus

- Site de la Direccte Île-de-France : <http://idf.direccte.gouv.fr>.
- Chevrot J., Debosque M., Rabadeux D., Trinquier B., « Les voyants de l'économie francilienne sont au vert », *Insee Conjoncture Île-de-France* n° 19, avril 2018.

1 Demandeurs d'emploi en fin de mois

	Demandeurs d'emploi au 31/12/2017 (en milliers)		Évolution 2017/2016* (en %)	
	Catégories A, B, C	Catégorie A	Catégories A, B, C	Catégorie A
Hommes	500,4	344,8	0,9	-1,1
Femmes	496,6	323,0	4,3	2,7
Moins de 25 ans	96,5	68,6	-1,2	-2,9
25 à 49 ans	642,8	420,0	2,3	0,5
50 ans ou plus	257,7	179,2	4,8	2,6
Inscrits depuis un an ou plus	436,7	nd	6,2	nd
Île-de-France	997,0	667,8	2,6	0,7
France métropolitaine	5 683,2	3 523,6	2,5	-0,2

nd : données non disponibles.

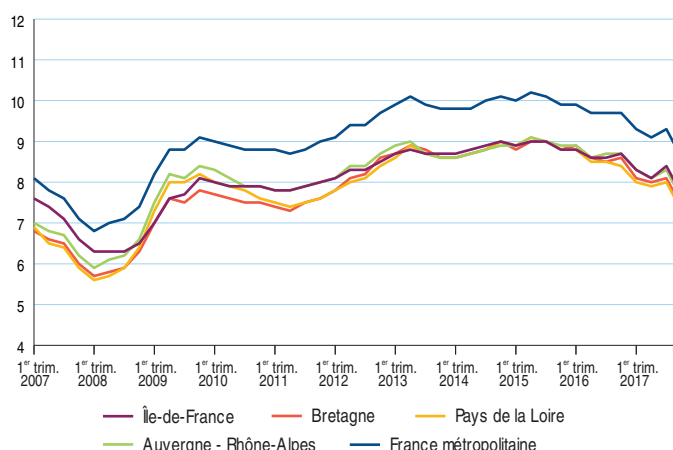
* Évolution de l'indicateur entre le 31/12/2016 et le 31/12/2017.

Données brutes.

Sources : Pôle emploi, Dares.

3 Taux de chômage trimestriel

En % de la population active



Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé.

2 Taux de chômage

En % de la population active

	2016 T4	2017 T1	2017 T2	2017 T3	2017 T4 (p)	Évolution 2017T4 / 2016T4 (en points de %)
Paris	7,8	7,5	7,3	7,5	6,9	-0,9
Seine-et-Marne	8,0	7,6	7,4	7,7	7,1	-0,9
Yvelines	7,4	7,0	6,9	7,3	6,6	-0,8
Essonne	7,8	7,4	7,2	7,5	6,8	-1,0
Hauts-de-Seine	7,6	7,2	7,0	7,4	6,7	-0,9
Seine-Saint-Denis	12,8	12,1	11,9	12,2	11,4	-1,4
Val-de-Marne	8,9	8,5	8,2	8,6	7,9	-1,0
Val-d'Oise	10,1	9,6	9,4	9,8	9,0	-1,1
Île-de-France	8,7	8,3	8,1	8,4	7,7	-1,0
France métropolitaine	9,7	9,3	9,1	9,3	8,6	-1,1

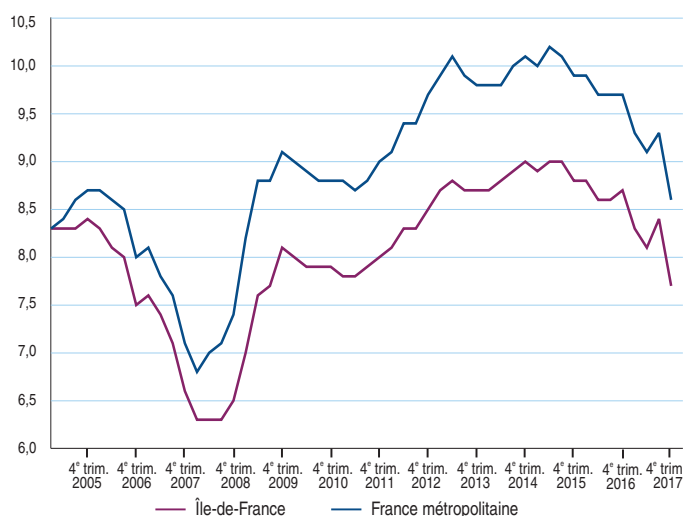
(p) données provisoires.

Données CVS.

Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé.

4 Évolution trimestrielle du taux de chômage

En % de la population active



Données CVS. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé.

5 Nombre d'entrées dans les principales mesures d'accompagnement et d'aide à l'emploi

	2016	2017 (p)	Évolution 2017/2016 (en %)
Contrats en alternance			
Contrats d'apprentissage du secteur privé	54 810	52 375	-4,4
Emplois aidés du secteur marchand			
Contrat unique d'insertion - Contrat initiative emploi (CUI-CIE)	11 718	3 628	-69,0
Emplois d'avenir	1 700	720	-57,6
Emplois aidés du secteur non marchand			
Contrat unique d'insertion - Contrat d'accompagnement dans l'emploi (CUI-CAE)	33 643	25 196	-25,1
Emplois d'avenir	7 008	3 736	-46,7
Mesures d'accompagnement des jeunes			
Parcours contractualisé d'accompagnement vers l'emploi et l'autonomie (PACEA)	///	33 377	///
<i>dont Garantie jeunes</i>	///	7 288	///

(p) données provisoires.

/// : absence de donnée due à la nature des choses.

Note : les contrats de professionnalisation n'apparaissent pas dans ce tableau, faute d'évaluations régionales sur l'ensemble de l'année. Entre juin 2016 et mai 2017, 59 000 contrats de ce type ont été comptabilisés en Île-de-France.

Champ : contrats débutés (conventions initiales et renouvellements) en 2016 et 2017 auprès d'employeurs franciliens.

Source : ASP/Dares février 2018 - Traitements Directe Île-de-France.